



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 11 novembre 1997 — N° 131

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

11 novembre 1997

11 novembre 1997

Le mardi 11 novembre 1997

N° 131

La séance est ouverte à 10 h 02.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

M. Bertrand, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, au nom de M. Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, présente le projet de loi n° 146, Loi n° 5 sur les crédits, 1997-1998, et propose :

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées; en conséquence, le projet de loi n° 146, Loi n° 5 sur les crédits, 1997-1998, est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Brassard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi n° 159, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'instituer le Fonds de gestion de l'équipement roulant, soit maintenant adopté.

11 novembre 1997

Sur la motion de M. Williams (Nelligan), le débat est ajourné.

À 12 h 00, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

La séance reprend à 14 h 01.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 168 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La motion est adoptée.

Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose :

n° 166 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

11 novembre 1997

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1997.

(Dépôt n° 1215-971111)

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, des instituts de recherche et des écoles supérieures suivants, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1997 :

—l'École polytechnique de Montréal (en trois volumes);

(Dépôt n° 1216-971111)

—l'École des Hautes Études Commerciales (en trois volumes);

(Dépôt n° 1217-971111)

—l'École nationale d'administration publique (en trois volumes);

(Dépôt n° 1218-971111)

—l'École de technologie supérieure (en trois volumes);

(Dépôt n° 1219-971111)

—l'Institut Armand-Frappier (en trois volumes);

(Dépôt n° 1220-971111)

—l'Institut national de la recherche scientifique (en trois volumes);

(Dépôt n° 1221-971111)

—la Télé-Université (en trois volumes).

(Dépôt n° 1222-971111)

M. Bertrand, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, dépose :

11 novembre 1997

Le rapport annuel de la Société Innovatech du sud du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1223-971111)

M. le Président dépose :

Conformément à l'article 97.1 du Règlement, copie du préavis de la motion proposée par M. Béchar (Kamouraska-Témiscouata) qui sera inscrite au Feuilleton et préavis du mercredi 12 novembre 1997, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ».

(Dépôt n° 1224-971111)

Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant la réforme de la *Loi sur l'instruction publique* :

—l'extrait d'une pétition signée par 290 citoyens et citoyennes du comté de Montmagny-L'Islet, par M. Gauvin (Montmagny-L'Islet);

(Dépôt n° 1225-971111)

—l'extrait d'une pétition signée par 596 enseignants et enseignantes du Syndicat de l'enseignement Richelieu-Yamaska, par M. Dion (Saint-Hyacinthe).

(Dépôt n° 1226-971111)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant la réforme de l'aide sociale :

—l'extrait d'une pétition signée par 418 citoyens et citoyennes de la région d'Abitibi-Témiscamingue, par M. Pelletier (Abitibi-Est);

(Dépôt n° 1227-971111)

—l'extrait d'une pétition signée par 4 622 citoyens et citoyennes de l'Estrie, par Mme Malavoy (Sherbrooke).

(Dépôt n° 1228-971111)

Questions et réponses orales

11 novembre 1997

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne, en cette journée du 11 novembre, le jour du souvenir, la mémoire de ceux et celles qui ont perdu la vie au cours des deux grandes guerres et des conflits qui ont suivi.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée et M. le Président invite l'Assemblée à observer une minute de silence.

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant la constitution d'une commission parlementaire spéciale afin de donner suite au rapport final du Protecteur du citoyen sur le refus du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de délivrer un permis d'exploitation d'une usine de transformation de produits marins; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Jolivet, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le rapport du comité sur le développement d'une très grande bibliothèque intitulé « Une grande bibliothèque pour le Québec »;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 158, Loi abrogeant certaines lois permettant la constitution de personnes morales en matière agricole et modifiant diverses dispositions législatives.

11 novembre 1997

M. le Président donne les avis suivants :

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin de formuler ses conclusions et ses recommandations comme suite de l'audition des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, conformément à la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*;
- la Commission de l'administration publique se réunira afin d'entendre le comité des responsables de la vérification interne, le groupe des responsables de l'évaluation de programme ainsi que le contrôleur des finances, concernant la fonction de vérification interne au Gouvernement du Québec, conformément à la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 12 novembre 1997, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Béchard (Kamouraska-Témiscouata). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale déplore l'absence de politique du gouvernement du Parti québécois visant à éliminer l'exclusion et à diminuer le fossé économique et social qui se creuse entre les jeunes et les autres générations.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Brassard, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi n° 159, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'instituer le Fonds de gestion de l'équipement roulant, soit maintenant adopté.

11 novembre 1997

À 18 heures, le débat sur la motion de M. Brassard est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient deux débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par M. Bourbeau (Laporte) à M. Landry, ministre des Finances, concernant ses méthodes comptables en période pré-référendaire;
- le deuxième, sur une question adressée par Mme Delisle (Jean-Talon) à M. Trudel, ministre des Affaires municipales, concernant la facture gouvernementale envoyée aux municipalités.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Delisle (Jean-Talon) dépose :

Copie d'une lettre, en date du 12 août 1997, adressée à M. Trudel, ministre des Affaires municipales, par M. Georges Filion, maire du village de Saint-Sauveur-des-Monts, concernant la proposition gouvernementale relative au réaménagement des responsabilités et la mesure de financement propre à cette municipalité.

(Dépôt n° 1129-971111)

À 18 h 27, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 12 novembre 1997, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 11 novembre 1997, à 16 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. le président de l'Assemblée nationale, de M. Désilets (Maskinongé), le représentant du premier ministre, et de M. Bédard, directeur du Secrétariat de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Lise Thibault, Lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 119 Loi modifiant la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers et d'autres dispositions législatives;

11 novembre 1997

- n° 146Loi n° 5 sur les crédits, 1997-1998;
- n° 153Loi modifiant la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec;
- n° 155Loi modifiant la Loi sur la division territoriale relativement à la Municipalité de Sainte-Paule;
- n° 156Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU